

HAWG est un groupe de travail qui réunit des organisations de solidarité internationale, des organisations religieuses, et des mouvements de lutte pour les droits de l'homme et la justice sociale, tous mobilisés sur les questions politiques entre les Etats-Unis et Haïti.

Attribution des marchés à des entreprises locales à Haïti

Il existe un large consensus dans la communauté d'aide internationale sur le fait que la politique d'attribution des marchés à des entreprises locales permet d'augmenter significativement les avantages économiques dans les pays du Sud qui bénéficient d'une assistance. L'approvisionnement local en biens, services et main d'œuvre ont un impact plus important sur le développement en augmentant les emplois et les investissements directs dans l'économie du pays. Dans un pays comme Haïti, où le taux de chômage est estimé à 60%, une telle politique peut jouer un rôle important pour la relance de l'économie suite au séisme dévastateur du 12 janvier 2010. Cependant, une grande partie de l'aide destinée à la reconstruction nuit aux marchés locaux et à l'emploi, comme cela a été mis en évidence avec l'importation initiale de riz subventionné et autres aliments de base, et le pourcentage élevé de projets de redressement qui ont été attribués à des entreprises étrangères.

USAID a reconnu l'impact positif de l'attribution de marchés à des entreprises locales et, dans le contexte de ses efforts de réforme « USAID Forward », s'est engagé à « embaucher et à donner des subventions à un plus grand nombre de partenaires locaux et variés. » Le directeur d'attribution des marchés de l'USAID, Gary Juste, a souligné son engagement lors de nombreuses rencontres organisées par le Gouvernement américain au sujet d'Haïti. Il a notamment dit « Au cours de ces prochaines années, nous voulons voir de plus en plus d'entreprises haïtiennes décrocher un marché ou un contrat de sous-traitance ».

Malgré ces intentions déclarées, le cadre législatif actuel, tout comme le processus complexe d'attribution des marchés au sein de l'USAID, rendent difficile la mise en œuvre efficace et généralisée d'attribution des marchés à des entreprises locales. Depuis le tremblement de terre, seulement 0,02% des fonds USAID pour Haïti ont été attribués à des organisations haïtiennes comme principales contractantes. Cependant, 83% de ces fonds ont été directement versés à des entreprises et organisations américaines, sous forme de contrats avec le secteur privé pour des programmes d'aide en Haïti. USAID explique que ces entreprises détenant les principaux contrats sous-traitent à leur tour à des Haïtiens, mais elle n'a toujours pas fourni de données fiables pour corroborer ce qu'elle avance. Il est donc difficile de mesurer l'impact exact de la sous-traitance dans l'économie haïtienne.

Pour faire avancer ses initiatives importantes de réforme en matière d'attribution des marchés à Haïti, USAID doit prioriser et augmenter le nombre de contrats—à la fois principaux et de sous-traitance—signés avec des organisations haïtiennes.

Pour cela, USAID doit rendre le processus d'appel d'offres plus accessible, en formant de plus en plus d'organisations haïtiennes sur la façon de remplir les normes pré-audit liées au contrat, et

en accélérant le renforcement de la capacité d'un plus grand nombre d'organisations haïtiennes. Il faut rajouter à cela un soutien technique au long terme, une assistance pour la gestion et le développement des entreprises—de façon directe ou par intermédiaires—aux micro, petites et moyennes entreprises et coopératives locales, pour leur permettre une gestion efficace et pour accroître leurs activités.

USAID devrait prendre toutes les mesures possibles pour maximiser l'attribution des marchés de sous-traitance à des entreprises locales. Ces mesures comprennent l'établissement d'objectifs fermes et contraignants vis à vis des entreprises principales pour qu'une partie des fonds soit attribuée à des partenaires locaux. Ces mesures devraient être accompagnées par des mécanismes stricts d'amélioration de la transparence, comme par exemple la communication de rapports financiers réguliers et d'audits indépendants, pour s'assurer que les entreprises respectent ces objectifs.

Et enfin, nous encourageons USAID à publier de plus amples informations concernant leurs initiatives de réforme d'attribution des marchés à Haïti et de rendre ces informations faciles d'accès, de façon à montrer de façon plus nette l'impact des aides américaines sur l'emploi local et la croissance économique. Ces rapports devraient être publiés et disponibles en créole haïtien et en français, pour que le Gouvernement haïtien, les organisations, le secteur privé et le tissu associatif aient une meilleure compréhension de la manière dont l'aide américaine peut soutenir l'emploi local et un modèle de redéveloppement participatif.

Nos demandes :

En ce qui concerne chaque projet à Haïti, appeler USAID à établir et à communiquer les règles spécifiques pour qu'un certain pourcentage des fonds soit utilisé pour des contrats principaux ou de sous-traitance avec des entreprises locales et utilisant une main d'œuvre haïtienne.

Appeler USAID à appliquer le respect des exigences en matière d'établissement de rapports pour les contrats principaux, et à rendre public tous les rapports d'activité hebdomadaires (ou mensuels) fournis par les entreprises détenant ces contrats, les rapports de mise en œuvre des subventions, des fonds engagés et versés, ainsi que des informations détaillées sur toutes les activités de sous-traitance.

Pour plus d'informations, merci de contacter les membres HAWG suivants :

Elise Young, ActionAid USA, elise.young@actionaid.org
Alex Main, Center for Economic Policy Research, main@cepr.net